

Paraguay : les dessous d'une destitution

Claude Morin

Numéro 763, mars 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68523ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Morin, C. (2013). Paraguay : les dessous d'une destitution. *Relations*, (763), 30–31.



Paraguay : les dessous d'une destitution

Malgré le « coup démocratique » contre le président Fernando Lugo, fomenté par l'oligarchie, une réelle démocratisation semble en route et pourrait créer des surprises lors des élections d'avril prochain.

CLAUDE MORIN

L'auteur, historien spécialiste de l'Amérique latine, est professeur retraité de l'Université de Montréal

La destitution du président Fernando Lugo, le 22 juin 2012, a braqué, pendant un court moment, le regard médiatique sur le Paraguay. Au terme d'un « procès politique » expéditif, en alléguant cinq motifs, mais sans fournir aucune preuve, le Congrès destituait Lugo et le remplaçait par le vice-président Federico Franco. Nombre d'observateurs informés ont alors parlé d'un « coup d'État parlementaire ». La nouvelle a suscité une grande émotion en Amérique latine, particulièrement chez les pays voisins, entraînant la suspension du Paraguay d'organisations régionales (Mercosur, Unasur, CÉLAC). L'Organisation des États américains (incluant le Canada) et le Parlement européen ont même dépêché des missions à Asunción afin de s'informer des événements.

UN PAYS SINGULIER

D'une superficie comparable à celle de la Californie, le Paraguay est comme une « île » au milieu du continent sud-américain. Après avoir proclamé son indépendance dès 1811, à la fois de

l'Espagne et de l'Argentine, le pays a vécu pendant un demi-siècle dans une autonomie inédite et sous la férule d'autocrates certes préoccupés par le bien-être des petites gens, mais impitoyables envers toute opposition. Le peuple vivait néanmoins mieux qu'ailleurs : les aliments étaient abondants, l'école primaire était obligatoire et l'industrie nationale répondait aux besoins du pays. L'État contrôlait l'économie et les échanges avec l'extérieur. Le Paraguay doit à son nationalisme farouche d'avoir survécu comme entité distincte face à des voisins qui ambitionnaient de l'absorber.

Cette volonté d'indépendance dérangeait la Grande-Bretagne et ses États-clients régionaux. Le pays fut ainsi au cœur des deux guerres les plus dévastatrices à avoir ensanglanté l'Amérique du Sud, celle de la Triple Alliance (1864-1870) et celle du Chaco (1932-1935). La première, contre le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay, lui fit perdre 40% de son territoire et les deux tiers de sa population, dont 80% des hommes aptes à porter les armes. La seconde, contre la Bolivie, lui permit de conserver le Gran Chaco, un désert convoité car supposément riche en pétrole.

La population du Paraguay est la plus métissée des Amériques. Les migrants, peu nombreux, s'y unirent avec les femmes guaranies et leurs descendants métis devinrent vite majoritaires. Aujourd'hui, plus des trois quarts des Paraguayens parlent le guarani bien qu'ils soient hispanisés depuis longtemps, une situation unique dans les Amériques. Au point où même les colons brésiliens et mennonites

installés dans les campagnes utilisent cette langue.

Pendant trente-cinq ans (1954-1989), le général Alfredo Stroessner gouverna le pays sous un état de siège quasi ininterrompu. Sa police secrète, torturant et tuant au besoin, fit du Paraguay une prison pour tout opposant. Sa domination reposait sur une triade formée du Parti Colorado, des militaires et du gouvernement. L'anti-communisme justifiait tout. Stroessner était comme une araignée au cœur de sa toile, habile dans l'art de conserver la loyauté des groupes d'intérêts et des potentiels rivaux. Chassé du pouvoir en 1989 par un coup d'État alors qu'il cherchait à se perpétuer au pouvoir à travers son fils, il échappa à toute imputabilité en se réfugiant au Brésil. Les médias et les partis politiques furent autorisés à reprendre leurs activités. Mais de larges pans du système mis en place par Stroessner devaient lui survivre. À commencer par le Parti Colorado, clientéliste et corrompu, qui conserva sa mainmise sur l'exécutif jusqu'en 2008. L'« État colorado » n'a cessé de contrôler de larges secteurs de l'économie et de l'emploi. Parallèlement, la construction de grands barrages, la contrebande transfrontalière et le narcotraffic ont créé des occasions d'enrichissement dont ont profité des gens d'affaires et des hommes politiques.

LA PRÉSIDENTIE DE LUGO

En mars 2008, Fernando Lugo est élu président. Il doit son élection à sa popularité auprès des déshérités des campagnes – datant de l'époque où il était évêque de San Pedro – et à son engagement auprès des paysans sans terres. Une douzaine de partis et mouvements sociaux ont appuyé sa candidature. Même le Parti libéral (le PLRA) l'a soutenu, en lui accolant





pendant Federico Franco comme colistier à la vice-présidence. Ce parti estimait que c'était la seule voie vers le pouvoir après 61 ans de domination du Parti Colorado. Certains riches ont même fait campagne pour Lugo afin d'en finir avec le régime instauré sous Stroessner. Ils n'étaient nullement intimidés par la promesse de Lugo d'instaurer des programmes sociaux afin de réduire la pauvreté qui affecte le tiers des ménages. Lugo s'employa à les rassurer, se définissant « au centre, comme le trou du poncho ».

Sitôt investi, Lugo découvre les limites de son pouvoir. D'abord, il ne peut compter que sur quelques élus chez les députés et les sénateurs. S'il réussit à instaurer la gratuité des soins médicaux et hospitaliers et à augmenter les dépenses dans l'éducation publique, il doit renoncer à revoir la fiscalité et à engager une réforme agraire. La terre est un enjeu central au Paraguay, où 3% des propriétaires contrôlent 85% des exploitations. D'immenses superficies ont été accaparées sous le règne des Colorados et sont pour une large part consacrées à la culture du soja transgénique, principal produit d'exportation, une affaire menée par Monsanto et de puissants

groupes commerciaux. Le tiers de ces superficies serait exploité par des producteurs ne détenant pas de titres légaux. Des organisations paysannes réclament des terres et s'opposent aux contaminations découlant des semences et pesticides.

C'est des campagnes qu'est venue l'étincelle menant à la destitution du président Lugo. Le 15 juin 2012, six policiers et onze paysans sont tués dans un affrontement lié à un conflit agraire : l'occupation par des paysans de terres mal acquises par un ex-sénateur colorado. Pressé par la droite de réagir, Lugo avait autorisé l'éviction des occupants. Résultat : le massacre de Curuguaty, qui présente toutes les caractéristiques d'un coup monté. Selon les témoins, les victimes ont été tuées par des armes automatiques alors que les occupants ne possédaient que des pétouires. L'enquête ouverte par le nouveau gouvernement n'a servi qu'à faire arrêter 12 paysans et à occulter la conspiration.

UNE DESTITUTION ANNONCÉE

En moins de 36 heures, le Congrès, accusant Fernando Lugo de mauvaise gestion, le jugeait et le destituait. Lugo avait été menacé d'une telle procédure à plus de 20 reprises depuis son entrée en fonction en août 2008. Déjà en mars 2009, dans un câble divulgué par WikiLeaks, l'ambassade des États-Unis à Asunción informait le Département d'État des complots que fomentaient certains parlementaires en vue de destituer Lugo. L'informateur parlait d'un « coup démocratique » en préparation.

Ce qui motivait la destitution était la montée de la contestation rurale et les occupations de terres. Or nombre de parlementaires appartiennent à cette oligarchie qui frappe la réforme agraire d'anathème. Il leur importe de criminaliser les luttes sociales et de tuer dans l'œuf une menace pour eux-

mêmes et leurs commettants. Il ne fait pas de doute que la gauche a beaucoup progressé depuis 2008, réveillant les hantises anticommunistes.

Sachant que ses adversaires, qui l'accusaient d'encourager la contestation, n'attendaient qu'un faux pas de sa part, Lugo a dilué son programme social et tenté de rassurer ses opposants en faisant des concessions, au risque de décevoir ses partisans. Ceux-ci n'ont pas compris à quel point Lugo, face à une opposition majoritaire au parlement, avait besoin de la pression de la rue pour contrer l'oligarchie. Sa destitution a toutefois galvanisé les forces populaires par la suite. Les manifestations se sont succédé et des routes ont été bloquées.

En somme, Lugo aura subi le même sort que Manuel Zelaya, au Honduras, en juin 2009¹. Le coup d'État au Paraguay s'est avéré irréversible. La mise en quarantaine du gouvernement Franco n'y a rien changé. Les putschistes ont joué les vierges offensées, rappelant les guerres du passé et la nécessaire défense de la souveraineté. Tous les partis ont mis le cap sur l'échéance électorale du 21 avril prochain. Ces élections serviront de test pour la réintégration du Paraguay dans plusieurs forums qui ont voté sa suspension.

L'histoire, ne l'oublions pas, progresse souvent en spirale. Les reculs ne sont que temporaires. Ainsi, tout indique que cet épisode aura fait avancer la cause pour une réelle démocratisation. Le Front Guasú, une coalition de huit partis de gauche et de trois mouvements sociaux, entend profiter de ce sursaut de la société civile. Il est devenu en très peu de temps la troisième force politique et a désigné Lugo pour coiffer sa liste de candidats pour le sénat. Le népotisme et l'incurie du gouvernement Franco ont discrédité le Parti libéral. Le Parti Colorado pour sa part, fidèle à lui-même, propose à la présidence un richard accusé de baigner dans le narcotrafic... ●

« Dehors les putschistes ! » indique la pancarte d'un manifestant à Asunción, au Paraguay, le 27 juin 2012. Photo : PC/Jorge Saenz

1. Lire C. Morin, « Honduras : le coup d'État de l'oligarchie », *Relations*, n° 739, mars 2010.